

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 15/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE DES TRAVAUX DE LA VEZOUZE

44 rue de Voise
54450 BLAMONT

Références : CM/NW/1681/2022
Code AIOT : 0006206430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement SOCIETE DES TRAVAUX DE LA VEZOUZE implanté Haut Bois 54480 TANCONVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES TRAVAUX DE LA VEZOUZE
- Haut Bois 54480 TANCONVILLE
- Code AIOT : 0006206430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

L'exploitant exploite sur le site de Tanconville une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires ainsi qu'une installation de traitement des matériaux extraits , un stockage de matériaux inertes externes pour la remise en état de la carrière , une centrale à béton et une unité de traitement des boues de lavage des matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- actions nationales 2022 (action 2.3.1)
- prévention des pollutions
- remise en état et plan de gestion des déchets inertes externes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Aménagements préliminaires | Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 10.6 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2 | Prévention des pollutions | Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.2 | / | Sans objet |
| 3 | Prévention des pollutions | Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.3 | / | Sans objet |
| 4 | Prévention des pollutions | Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.4.3 | / | Sans objet |
| 5 | Sécurité contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.7 | / | Sans objet |
| 6 | Bruit | Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.9 | / | Sans objet |
| 7 | Remblaiement de la carrière | Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 16.3.4 | / | Sans objet |
| 8 | Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 9 | Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 10 | Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 11 | Plan de gestion des déchets – mesures de prévention | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |
| 12 | Plan de gestion des déchets – nature et quantité | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités aux dispositions contrôlées. Cependant, l'exploitant doit veiller à plus de rigueur dans la transmission des résultats des analyses de suivi du site ainsi que sur la mise à jour plus stricte du registre de suivi des déchets et du plan de maillage associé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 10.6 |
| Thème(s) : Autre, Gîtes à chiroptères |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant, en concertation avec l'ONF, déterminera les types de gîtes pour chiroptères à installer ainsi que les emplacements et périodes d'installation. |
| Constats : La mise en place des gîtes à chiroptères est effective et l'exploitant a fourni un plan de situation à l'inspection des installations classées en février 2020. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Prévention des pollutions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. |
| Constats : L'exploitant a mis en place une dalle en béton équipée d'un caniveau et d'un regard devant la zone de réapprovisionnement des véhicules et un décanteur/déshuileur a été installé. Ces installations sont complétées par un raccordement au milieu naturel équipé d'une vanne à guillotine. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Prévention des pollutions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance qualitative trimestrielle des eaux superficielles constituées des eaux de surface recueillies dans le bassin de collecte des eaux pluviales. |
| Constats : L'exploitant effectue la surveillance périodique demandée. Depuis janvier 2019, les résultats sont adressés à l'inspection des installations classées via la plateforme de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF). Un dépassement ponctuel des matières en suspension mesurées est à noter en janvier 2022 à 72 mg/l pour une valeur limite fixée à 35 mg/l. Un point de vigilance sur ce paramètre est à mener par l'exploitant, ainsi que des actions correctives en cas de renouvellement de la situation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Prévention des pollutions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau, qui peuvent demander des contrôles supplémentaires, au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des relevés et/ou prélèvements d'échantillon |
| Constats : L'exploitant a fourni les résultats des mesures par mail. Le cadre de surveillance GIDAF doit être mis à jour par l'inspection, afin que l'exploitant puisse effectuer directement la saisie de ses résultats. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Sécurité contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement de l'aire de pompage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'un des bassins d'eau claire (60 m ³ minimum) implanté sur le site doit être accessible et aménagé pour permettre la mise en aspiration d'un engin de secours en cas de besoin. |
| Constats : Le site a bien fait l'objet d'une visite par le SDIS de Lunéville en vue de définir l'accessibilité du bassin d'eau claire. Le compte-rendu a été adressé à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Bruit

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14.9 |
| Thème(s) : Autre, Mesure de bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au moins tous les 3 ans. Une copie du compte-rendu du contrôle est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois suivant la réalisation de ces mesures accompagné des commentaires de l'exploitant résultant de l'interprétation des résultats ainsi que de propositions éventuelles de correction des écarts constatés. |
| Constats : Les dernières mesures de bruit ont été réalisées les 4 et 5 mai 2022 et une copie des résultats adressée à l'inspection par courriel du 21 septembre 2022. Les résultats sont conformes tant sur les niveaux de bruit que pour les émergences. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Remblaiement de la carrière

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 16.3.4 |
| Thème(s) : Autre, Traçabilité des apports de déchets et matériaux inertes extérieurs |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour deux registres strictement actualisés ... ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur ce registre. |
| Constats : L'exploitant a pu produire le registre de suivi des déchets et matériaux externes inertes admis sur le site de Tanconville ainsi que le plan maillé permettant de localiser les zones de remblais. Il doit cependant veiller à les mettre à jour de façon plus rigoureuse par rapport aux informations remontées par l'employé présent sur le site de la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. |
| Constats : Comme indiqué dans le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées remis par l'exploitant en janvier 2019, l'utilisation des stériles d'exploitation est progressive lors de l'exploitation et les stocks respectent une pente maximum de 1/1. Des contrôles visuels sont réalisés régulièrement sur le site afin de détecter d'éventuelles zones d'instabilité. . |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. |
| Constats : L'exploitant a pu produire le registre de suivi des déchets et matériaux externes inertes admis sur le site de Tanconville ainsi que le plan maillé permettant de localiser les zones de remblais. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. |
| Constats : L'exploitant a pu produire le registre de suivi des déchets et matériaux externes inertes admis sur le site de Tanconville ainsi que le plan topographique avec le maillage permettant de localiser les zones de remblais. Les zones en exploitation et remises en état définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 février 2018 font l'objet d'une demande de modification de phasage et de la remise en état actuellement en cours d'instruction. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; |
| Constats : Le plan de gestion comprend la liste des déchets et matériaux utilisables pour le remblaiement de la carrière ainsi que celles des déchets et matériaux interdits. Il décrit également pour chaque type de stockage (talutage, merlon, dépôt de surface et bassins de stockage des boues) les impacts potentiels, les moyens de prévention pour réduire les impacts ainsi que les procédures de contrôle et de surveillance (eau, air, sols et santé). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; |
| Constats : L'examen du registre de suivi n'appelle pas d'observations sur les types de matériaux externes inertes rentrant sur le site et est en adéquation avec le plan de gestion. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |